

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 199.739 du 21 janvier 2010

A.192.431/XI-16.836

En cause : **1. XXX,**

2. YYY,
représentée par ses représentants légaux,
ZZZ et
ZZZ,

ayant élu domicile chez
Me R. FONTEYN, avocat,
rue Dejoncker, 51/16
1060 Bruxelles,

contre :

- 1. l'Etat belge,** représenté par
le ministre de la Politique de
migration et d'asile,
- 2. la commune de Saint-Gilles,** représentée
par le collège des bourgmestre et échevins,
ayant élu domicile chez
Me P. HUGET, avocat,
rue de la Régence 23
1000 Bruxelles.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 avril 2009 par XXX et YYY, représentée par ses représentants légaux ZZZ et ZZZ, qui demandent la cassation de la décision n/ 24.959 du 24 mars 2009 (dans l'affaire 34.562/I) prise à leur égard par le Conseil du contentieux des étrangers;

Vu l'ordonnance n/ XXX du 19 mai 2009 déclarant le recours en cassation admissible, sauf en ce qui concerne ZZZ agissant en son nom propre;

Vu le mémoire en réponse notifié le 1^{er} juillet 2009;

Vu la lettre, notifiée aux parties les 16 et 23 novembre 2009, les informant de la possibilité de demander à être entendues;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat;

Considérant que les parties requérantes n'ont pas déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti; qu'aucune des parties n'a demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le recours en cassation est rejeté.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 350 euros, sont mis à charge des parties requérantes, à concurrence de 175 euros chacune.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre, le vingt et un janvier deux mille dix, par :

M. MESSINNE,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. VANDERPERE.

J. MESSINNE.